



World Rising Initiative 2015 Ve Assises Nationales de la Recherche Stratégique Ecole Militaire, Décembre 2015

Le World Rising Initiative 2015, organisé par The House of the Rising Stars en collaboration avec le Conseil Supérieur pour la Formation et la Recherche Stratégiques (CSFRS) dans le cadres des Ve Assises Nationales pour la Recherche Stratégique, s'est déroulé avec succès le 1^{er} Décembre 2015 à l'Ecole Militaire à Paris. L'événement a réuni plus de 1,700 participants devant les experts français en stratégie: Régis Debray, Hélène Carrère d'Encausse, Tsvetan Todorov, Rony Brauman, Henry Laurens, Bertrand Badie, Gilles Kepel, Hubert Védrine... Six de nos Rising Stars – Marcelle Balt, Ruth Bernabe-Palanca, Bertrand Epstein, Stéphanie Kauv, Bertrand Oliva et Chad O'Carroll – ont eu le privilège de rencontrer quelques unes de ces hautes personnalités pour débattre du thème des assises: "Qui est l'ennemi?"

Voici une petite rétrospective de la journée, tirée des interviews des Rising Stars et de l'article du CSFRS paru dans le numéro de février 2016 de la Revue de la Défense Nationale.

Qui est l'ennemi ? Exprimée sans détour, cette interrogation reflète d'abord notre perplexité devant les tensions d'un monde devenu particulièrement complexe.

Les attaques terroristes du 13 novembre 2015 à Paris ont, en une nuit, semblé balayer toute hésitation : la revendication de Daech a fait instantanément de ce proto-Etat, l'ennemi principal de notre pays, ainsi clairement identifié comme tel.

La sidération et la légitime émotion qui ont suivi l'attentat obligent à ce raccourci, alors que le concept même d'ennemi - de même que celui de guerre - ne va plus de soi depuis longtemps. De fait, si un tel attentat paraît simplifier la problématique de la désignation de l'ennemi, il nous confronte d'abord à la difficulté de conceptualiser celui-ci.

Re-conceptualiser pourrait-on dire, car, avec la fin de la guerre froide et l'annonce d'un nouvel ordre pacifique mondial, les démocraties occidentales avaient troqué « l'ennemi » contre des références aux « nouveaux risques » et aux « nouvelles menaces ». A défaut de pouvoir reconnaître les contours d'un « ennemi du genre humain », vouloir achever la mondialisation conduisait à nier tout nouvel ennemi

possible agissant contre la démocratie, la liberté individuelle et le marché, ces marqueurs d'une volonté d'universel portée par l'Occident. Elles reviennent aujourd'hui de cette illusion, qui s'est brisée sur une double réalité rappelée par **Jean-Yves Le Drian** dans son intervention : « *les 'menaces de la force', c'est-à-dire la résurgence de menaces de type étatique, et les 'risques de la faiblesse', soit les zones de chaos sur lesquelles, notamment, prospèrent des mouvements radicaux.* »

L'ennemi, un élément structurant des relations internationales

Faut-il n'y voir qu'une régression, tant est ambivalente la notion d'ennemi ? Comme le rappelle **Régis Debray** : « *Qu'est-ce au fond qu'un ennemi ? Les invariants de l'Histoire, depuis le néolithique, répondent : une entité indispensable et salutaire. Un mal si nécessaire, comme l'est le 'barbare' à toute 'civilisation', qu'un familier des longues durées ne peut qu'y voir un bien structurant et revitalisant. Une communauté de destin ne se forge qu'en se trouvant un ennemi commun.* »

A quoi **Bertrand Badie** ajoute : « *Enfin, l'histoire de nos Etats, c'est l'histoire d'ordres politiques qui se sont constitués par la confrontation. C'est dire qu'en quelque sorte, l'inimitié est structurante.* »

Et **Ninon Grangé** de rappeler, citant Carl Schmitt : « *La distinction spécifique du politique (...) c'est la discrimination de l'ami et de l'ennemi. Elle fournit un principe d'identification qui a valeur de critère, et non une définition exhaustive ou compréhensive.* »

Sur ce thème, **Tsvetan Todorov** précise : « *Consubstantiel aux conceptions totalitaires de l'histoire, la notion d'ennemi ne joue pas un rôle de premier plan dans la vie des pays démocratiques, mais est utilisée sporadiquement dans le même sens. (...) On identifie parfois l'ennemi avec une population spécifique : les immigrés des pays pauvres, les musulmans... L'effet de ces propos est d'instiller dans la population le sentiment de peur et donc d'inciter un nombre important d'électeurs à voter pour le parti formulant cette accusation, et promettant de faire disparaître cet ennemi. Nous touchons là aux marges du cadre démocratique.* »

Quant à la fonction de l'ennemi dans les relations internationales, **Hélène Carrère d'Encausse** rappelle que « *La guerre froide avait cette vertu d'être rassurante. Elle se passait dans un ordre international connu, prévisible, parfaitement organisé. On savait à peu près vers quoi on allait, on savait comment la contrôler. D'abord, l'ennemi était connu.*

Ce monde est terminé. Il s'est terminé par la fin de l'Union soviétique. Et j'ajouterai que nous sommes entrés dans un autre monde, dix ans plus tard, avec l'attaque sur les tours jumelles. (...) Les États-Unis, seule superpuissance qui, pendant dix ans, a dominé et structuré la vie internationale, l'acteur majeur de la vie internationale peut être atteint en son cœur et est vulnérable. (...) Et tout d'un coup, on se trouve devant un ennemi indéfinissable. Est-ce un ennemi ? Il est presque impossible de le dire. »

Désigner l'ennemi, une construction politique ?

Pour **Renaud Girard**, il est impératif de se focaliser sur l'essentiel : « *Nous n'arrivons pas à désigner notre ennemi principal. Pourtant, comme le nazisme jadis, il n'avance guère masqué, ni dans l'expression écrite de son idéologie, ni dans ses passages à l'acte. C'est l'islamisme international.* »

Pierre Conesa met en garde contre les ambiguïtés de cette « fabrication de l'ennemi : *« Dans les années 1991, quand l'URSS a fait la mauvaise blague de disparaître (...), j'ai vu fonctionner le système stratégique américain qui produit à flot continu de l'ennemi : ça a été 'le clash des civilisations' ou encore 'la fin de l'Histoire'. »*

Pour **Alain Bauer**, nous sommes enfin parvenus à cerner ceux contre qui nous avons à lutter : *« Les autorités, qui ont longtemps hésité à trouver les mots pour désigner l'adversaire (or désigner l'ennemi est le premier pas vers la capacité à le combattre) ont enfin défini ses contours (« armée terroriste djihadiste »), qui correspond assez justement à l'organisation (on saluera l'apport du renseignement militaire à ce progrès). »*

Mais cela pose la question de savoir, selon **Bertrand Badie**, si un non-Etat peut être un ennemi : *« Le grand Jean Bodin (...) avait un autre mot pour distinguer l'adversaire dès lors qu'il n'était pas un Etat. Il appelait cela un brigand. Le brigand et l'ennemi, ce n'est pas la même chose (...) Est-ce qu'un entrepreneur de violence, c'est ainsi que j'étiquetterais Daech ou Al-Qaïda, peut acquérir le statut d'ennemi, dès lors, justement, qu'il n'est pas institutionnalisé ? »*

A quoi **Régis Debray** ajoute : *« Donner à une meute la dignité d'une armée, ériger un petit voyou en soldat au motif qu'il vous tient lui-même pour un ennemi et vous traite en conséquence, n'est-ce pas lui faire bien de l'honneur et tomber dans le piège d'établir un lien d'égal à égal entre une bande d'hallucinés ou de délinquants et un Etat de droit constitué ? N'est-ce pas la faire monter en grade, lui rendre en quelque façon service (ne rend-on pas les honneurs à un ennemi vaincu ?) »*

La vraie nature de Daech

La détermination à combattre ce nouvel « ennemi » ne lève nullement les ambiguïtés le concernant, rappelle **Xavier Raufer** : *« Est-il vraiment possible de faire la guerre à quiconque, tant que l'on n'a pas compris la nature et l'essence de l'ennemi ? (...) En moins de trois ans, l'État islamique apparaît. Qu'est-ce que c'est que cette histoire ? Qui a produit, qui a réalisé, qui a permis ce « miracle »-là ?*

Pour comprendre la nature même de Daech, **Gilles Kepel** établit la genèse précise de cette organisation, rappelant notamment que, après le djihad afghan puis la montée en force d'Al-Qaïda, nous vivons actuellement la troisième phase du djihadisme contemporain, dont Daech est le produit. *« Elle commence en janvier 2005 avec un ingénieur syrien appelé Abou Moussab al-Souri, venu d'Alep, qui a épousé une espagnole d'une ancienne famille communiste qu'il a dûment voilée. Ils mettent en ligne un ouvrage de 1 600 pages qui s'appelle « Appel à la résistance islamique mondiale ». (...) Que dit ce livre ? En gros, que le 11 septembre est une erreur, le résultat de la démesure, de l'hubris de Ben Laden, et que ça n'a servi qu'à donner à Georges Bush la légitimité pour taper et, in fine, détruire Al-Qaïda. Il dit qu'au modèle léniniste et pyramidal de la deuxième phase, il faut opposer un modèle réticulaire par réseau - donc « bottom up » et non pas « top down ». Il résume sa formule en arabe sur le syntagme suivant : 'nizam, la tanzim' c'est-à-dire 'un système et non une organisation'. (...) Et c'est YouTube - puis, bien sûr, Facebook et Twitter - qui va en assurer la pérennité.*

(...) Ce n'est plus l'Amérique, trop lointaine et trop puissante, qu'il va falloir taper mais l'Europe, ventre mou de l'occident à proximité, dans laquelle résident des millions de jeunes

issus de l'immigration post-coloniale musulmane, mal intégrés et qui seront sensibles à un vocabulaire de radicalisation djihadiste. (...) Entre 2005 et 2012 - c'est l'affaire Merah qui en sera la première illustration - tout cela se met en place, en France, dans l'incubateur des prisons de la République. »

Le continuum de la violence

Pour **Jean-Yves Le Drian**, la première menace qui pèse sur la France est, bien entendu, celle mise en œuvre par Daech, précisant « (...) *Le djihadisme, c'est une nébuleuse de mouvements de taille et d'efficacité diverses, qui opère par-delà les frontières, jusque sur notre sol. La dangerosité de l'ennemi, ici, est liée à sa plasticité* »

Pour autant, il faut être vigilant à ne pas assimiler continuité opérationnelle et continuité politique de la menace :

« (...) Il y a une continuité de la menace, sur les fronts extérieur et intérieur, qui appelle en retour une cohérence de notre action militaire. Intervenir en Syrie pour frapper Daech en ses repaires, c'est du même coup protéger notre territoire et notre population.

Prenons garde cependant, derrière cette continuité opérationnelle avérée, à ne pas faire le jeu de l'ennemi en voyant un continuum politique de la menace. Pour ma part, je ne parlerai jamais d'« ennemi de l'intérieur » : si le combattant de Daech en Syrie et en Irak est un ennemi, et doit être traité comme tel, le terroriste sur le territoire national est un criminel, et doit être traité comme tel. Du reste, parler d'« ennemi de l'intérieur » est la porte ouverte à une stigmatisation infondée et dangereuse, qui est justement ce que certains théoriciens ennemis recherchent. »

Bertrand Badie ajoute : « *L'ennemi dans notre construction historique et politique est au-dehors, il est en face. (...) Est-ce que véritablement ce que nous vivons aujourd'hui, renvoie à l'idée d'extériorité, quand nous savons que les acteurs de violence habitent chez nous et sont parmi nous, et révèlent nos échecs en matière justement d'intégration et de construction de l'Etat ? Est-ce que ce n'est pas justement la déconstruction de nos Etats qui engendre cette violence, alors qu'autrefois l'ennemi était lié à la construction et au renforcement de l'Etat ?* »

Pour **Antoine Garapon**, il faut même dépasser la notion d'extérieur / intérieur pour intégrer dans notre approche le phénomène de déterritorialisation de la violence, qui entraîne trois effets : « (1) *L'ennemi est partout et nulle part. Il n'y a plus de front. On pourrait parler de guerre asymétrique, mais l'asymétrie suppose un déséquilibre des forces dans un même espace. (...).* (2) *La globalisation change la nature de l'événement. (...) On a beaucoup parlé de géopolitique, mais il y a une cause anthropologique, (...) il y a une rupture générationnelle, absolument manifeste, qui génère le terrorisme et qui concerne aussi bien d'ailleurs les jeunes filles que les jeunes garçons par des voies différentes. Il y a aussi le traumatisme anthropologique de l'émigration. Toutes ces causes différentes vont coaguler, parce que ce qui caractérise la mondialisation, c'est une intensification du monde, où tout le monde arrive en même temps sur un point dénommé (...).* (3) *Une confusion, une intégration de tous les registres. Dans le monde ancien, dans le monde territorialisé, à cause du territoire d'ailleurs, on peut distinguer la diplomatie, l'économie, le militaire, l'idéologique, le religieux, qui bien sûr font système, mais de manière lente et qui se structurent. Aujourd'hui, on est dans un monde hyper intégré, densifié, où toutes ces*

causes vont arriver en même temps. Donc on a ce paradoxe que le terrorisme fait système avec la mondialisation, très profondément, de manière très complexe. »

Comment agir contre Daech ?

Face à Daech, nous devons suivre, rappelle **Jean-Yves Le Drian**, « *une stratégie globale, qui puisse associer tous ceux – et ils sont nombreux – qui se retrouvent désignés par Daech comme ses ennemis.* » Et nous devons en particulier répondre à quatre niveaux : militaire, policier et judiciaire, politique et idéologique, et enfin économique.

Cependant, pour **Hubert Védrine**, il faut déjà anticiper les limites et les conséquences de notre intervention : « *Si endiguer ne suffit pas parce qu'on n'arrive pas à neutraliser, si la neutralisation est hors de portée, il faut éradiquer. Mais on éradique bien que ce que l'on remplace. C'est là que l'on retrouve la connexion entre dimension militaire et dimension politique. (...) Il est très important de trouver la solution de remplacement politique.* »

Pierre Conesa s'interroge sur la faisabilité d'une telle démarche en Syrie qui « *contient cinq guerres en une. Celle des Turcs contre les Kurdes, qui remonte à quelques décennies ; celle des sunnites contre les chiïtes qui ne déchire 'que' sept pays de la région dont la Syrie et l'Irak ; celle de Daech contre Al-Quaïda, avec une compétition pour le leadership, avec Al Nostra de plus en plus marginalisée au point de peut-être pouvoir un jour s'asseoir à la table des négociations ; les salafistes contre toutes les minorités et qui (...) massacrent aujourd'hui d'abord les chiïtes (qu'ils nomment des hypocrites, c'est à dire des mauvais musulmans), les soufis, etc. L'ultime couche de cette construction est celle d'Assad contre tout le monde. Et nous arrivons comme des chevaliers blancs en pensant que nous allons enfin résoudre la crise syrienne... »*

Hubert Védrine rappelle aussi la difficulté française à prendre en compte le fait religieux dans les processus de règlement des conflits.

« Détruire les causes, assécher le vivier, c'est un travail de très longue haleine. Dans l'affaire de l'éradication de la menace islamiste actuelle, il faudrait - après la dimension militaire malheureusement inévitable et la dimension politique passant par mille tractations diplomatiques - songer à la dimension proprement religieuse. Or les Occidentaux, notamment la France, ont mis beaucoup de temps à l'admettre parce que cela contredit une sorte de croyance dominante, selon laquelle les questions religieuses sont dépassées. »

Sur ce même thème, **Henry Laurens** rappelle aussi que « *dans cette région du monde, le sacré national et le sacré religieux sont totalement confondus. Ce n'est pas comme dans nos villages où nous avons le monument aux morts et l'église. Dans cette région du monde, tous les monuments religieux sont des monuments nationaux - pour le dire sous une autre forme, tout ce qui est biblique est politique, ou tout ce qui est religieux est politique. Evidemment, cela peut paraître général. Mais il faut se rappeler que lors des accords Camp David 2, une partie de la négociation s'est fracassée sur le mont du Temple, esplanade des Mosquées. »*

Il faut, conclut **Antoine Garapon**, « *réagir de manière adaptée, résiliente (...), avec cette idée qu'un des objectifs stratégiques du terrorisme djihadiste, c'est de disqualifier l'état de droit et de montrer que tout cela est en fait une hypocrisie et que la véritable nature des*

Etats occidentaux européens, c'est (que ce sont) des Etats anti musulmans où il n'y a des droits que pour ceux qui ne sont pas musulmans.

(...) La solution française a consisté, depuis 1986, à s'adapter à chaque menace terroriste, en faisant, à chaque fois, des lois qui pliaient mais ne rompaient pas. Et avec une certaine efficacité d'ailleurs, à condition - c'est, bien sûr aussi, une autre caractéristique du droit - d'apporter des garanties à ce dispositif anti-terroriste. (...) Traiter, s'adapter, ne pas plier, ne jamais abandonner l'idée que le droit, c'est à la fois une arme et un système de garantie. »

Conclusion

Les Assises ont aussi rappelé qu'à côté d'entités comme Daech, on assiste, partout dans le monde et à des degrés divers, à l'émergence d'un nouveau *melting pot* criminel intégrant fanatisme religieux, massacres, piraterie, trafic d'êtres humains, de drogues, d'armes, de substances toxiques ou de matières premières. La deuxième table ronde, dont il n'est pas rendu compte ici, a ainsi porté sur certaines de ces menaces criminelles contemporaines : *visibilité et invisibilité des mafias* (**Clotilde Champeyrache**), *le détournement des révolutions technologiques à des fins criminelles* (**Philippe Baumard**), *la finance criminelle* (**Marie-Christine Dupuis**) et *le crime environnemental* (**Corinne Lepage**).

La menace provient désormais de groupes hybrides, opportunistes et instables, capables de métamorphoses inattendues : un continuum criminalo-terroriste est apparu en quelques années, qui ne correspond plus à aucune de nos anciennes catégories.

En agissant de façon graduée et asymétrique contre les Etats, cet « ennemi » polymorphe confronte chaque jour les sociétés démocratiques aux failles de leur modernité. Il pousse les gouvernements démocratiques dans leurs retranchements, les forçant à d'incessants arbitrages entre, d'une part, l'efficacité opérationnelle des services de justice, de police et de renseignement et, d'autre part, leur volonté de respecter les droits des citoyens.

Au moins nous oblige-t-il, de façon salutaire, à nous interroger sur le sens de nos propres engagements et les valeurs sur lesquelles ils reposent, sans perdre de vue l'exigence d'universalité véritable qui nous anime encore.

Témoignages des Rising Stars

Lors du déjeuner, les Rising Stars ont eu le privilège de s'attabler avec le grand reporter Renaud Girard, l'ancienne sénatrice et professeure égyptienne Mona Makram-Ebeid et les Board Members Pierre Dassas et Nicole Guedj pour discuter de leur vision du monde. Parmi les sujets abordés, les Rising Stars se sont exprimés sur la légitimité des interventions militaires, le rôle des puissances occidentales dans les processus de paix en pays post-conflits et l'importance de l'éducation et de la santé dans l'éradication de

l'extrémisme.

Voici quelques impressions récoltées auprès des Rising Stars une fois le sommet terminé:

"C'était intéressant d'entendre la perspective française sur des menaces terroristes globales type Daesh si tôt après les attentats de Paris. En tant que spécialiste de la Corée du Nord, les interventions ont servi à souligner la nature changeante et asymétrique des menaces posées aux pays européens et américains. J'ai particulièrement apprécié la présentation donnée par le reporter du *Figaro* Renaud Girard."

Chad O'Carroll

"Un moment très apprécié fut pour moi l'introduction réalisée par Eric DANON qui a présenté avec une brillante simplicité le contexte, les enjeux et les intervenants du colloque : "qui est l'ennemi ?". Une présentation qui expliquait le caractère très politique de cette question qui, en cherchant à définir un "contre qui", décrit également celui qui se la pose. Cette introduction prenait évidemment une consonance particulière peu de temps après les attentats et alors que le président de la république et les hommes politiques de manière générale affirmaient dans une belle unanimité, que "l'ennemi, c'est Daesh" et que "la France est en guerre".

La présence d'étrangers à la table (US et Égypte notamment) permettait déjà de percevoir les différences d'appréciation nationale, leurs conceptions de la société et de la politique ainsi que leurs rapports à la notion d'ennemi et à celle de guerre.

Le repas du 1^{er} décembre a permis de profiter de deux expertises. Je retiendrai tout particulièrement les interventions de Mona ... qui invitaient les auditeurs à appréhender plus largement la menace que représentait Daesh. Elle soulignait notamment le rôle de l'Égypte dans ce combat notamment sur le front du Sinai (déjà plus de 2000 morts). Elle soulignait également le peu de soutien dont bénéficiait le président Al Sisi dans ce combat malgré son réel engagement. Une intervention bienvenue qui nous rappelle que l'EI ne se manifeste pas uniquement sous le mode d'action du terrorisme ou dans des combats lointains en Irak ou en Syrie : des affrontements ont lieu à 3 heures d'avion de Paris, à proximité d'une destination touristique majeure. Mona nous rappelle également qu'après avoir désigné un ennemi, il s'agit de l'affronter et de se poser alors la question des alliances (ou à défaut de la raison des refus d'alliances diplomatiques).

J'émettrai toutefois un bémol sur le choix du "déjeuner-débat" sur un créneau assez court qui n'a pas toujours permis au débat de s'installer.

Bref, une expérience enrichissante sur un sujet passionnant qui invite à poursuivre la réflexion ; la conviction enfin que l'adhésion à la fondation représente une opportunité remarquable.

Merci aux fondateurs et aux organisateurs de cette journée."

"Le sujet des Assises Nationales de la recherche stratégique 2016 ne pouvait (malheureusement) pas être plus d'actualité. Personnellement je craignais que les débats soient trop centrés sur le terrorisme suite aux attentats qui avaient touché la France peu avant les assises. Au contraire j'ai été agréablement surprise par les différentes tables rondes qui ont fait une approche globale de la définition de l'ennemi. Ont été couverts tant le côté plus théorique de la définition d'ennemi (remarquable réflexion sur le besoin d'un ennemi faite par M. Ninon Grangé) comme le côté pratique de l'ennemi avec les explications des représentations actuelles de l'ennemi sous différentes formes de criminalité. Il est vrai que le sujet du terrorisme était incontournable. Effectivement M. Le Président François Hollande avait déclaré quelques jours avant les Assises "L'ennemi c'est DAESH". Nous avons pu profiter, dans ce sens, de la magnifique intervention de Gilles Kepel. J'ai personnellement la sensation que tous les débats ont fait une révision historique des différents sujets et établi un état des lieux de ce qui est l'ennemi aujourd'hui. J'ai manqué d'un peu de prospective et de proposition de solutions concrètes. Malgré cela toutes les expositions ont été pertinentes et intéressantes. Mérite une mention spéciale la merveilleuse intervention de Mme. Hélène Carrère d'Encausse. En ce qui concerne l'organisation de l'événement, l'équipe du CSFRS a, une fois de plus, réussi à gérer parfaitement tous les aspects pratiques de la journée."

Ruth Bernabe-Palanca

L'événement a été entièrement filmé par le CSFRS qui a également publié deux articles pour le RDN et l'IHEDN. Ils sont disponibles en français à l'adresse suivante <http://www.csfrs.fr/assise>

Les vidéos du déjeuner-débat et des interviews des Rising Stars et des Mentors sur le thème "Qui est l'ennemi?" sont disponibles sur le site internet de la Fondation ainsi que sur sa chaîne Youtube. www.thehouseoftherisingstars.com et <https://www.youtube.com/channel/UCoVk-WJaMCM1fBUxTivrNXw>.

